Document generated on 10/19/2024 4:07 p.m.

Études internationales

I- Les relations internationales du Canada

Manon Tessier

Volume 28, Number 3, 1997

URI: https://id.erudit.org/iderudit/703777ar
DOI: https://doi.org/10.7202/703777ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Tessier, M. (1997). I- Les relations internationales du Canada. *Études internationales*, *28*(3), 593–606. https://doi.org/10.7202/703777ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1997

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Chronique des relations internationales du Canada et du Québec

Manon TESSIER*

I – Les relations internationales du Canada
(avril à juin 1997)

A — Aperçu général

Le Canada était en campagne électorale en début de trimestre et, le 2 juin, jour du scrutin, les électeurs reportaient au pouvoir le gouvernement libéral de Jean Chrétien. Celui-ci obtenait de nouveau un mandat majoritaire grâce à l'élection de 155 députés libéraux contre 60 députés réformistes, 44 députés bloquistes, 21 députés néo-démocrates, 20 conservateurs et un indépendant.

À l'instar des dernières campagnes électorales, les questions de politique étrangère n'ont pas constitué des enjeux majeurs malgré la présence de dossiers délicats tels que le dépôt imminent du rapport de la Commission d'enquête sur la Somalie et l'achat de sous-marins britanniques[1]. Le contexte particulier de ce trimestre expliquera de plus le remplacement ou l'absence de plusieurs ministres à des rencontres internationales tenues durant la campagne électorale et le nombre peu élevé de visites officielles réalisées à l'étranger.

Le 11 juin, le Premier ministre dévoilait la composition de son nouveau Conseil des ministres[2]. Une certaine continuité était assurée en politique étrangère puisque le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, conservait son poste de même que le secrétaire d'État (Asie-Pacifique), Raymond Chan, la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Lucienne Robillard, et le ministre des Finances, Paul Martin. Parmi les nouveaux venus, on compte M. David Kilgour nommé secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) tandis que des changements de portefeuilles mutaient M. Sergio Marchi au Commerce international, Mme Diane Marleau à la Coopération internationale et à la Francophonie et M. Art Eggleton à la Défense nationale.

---

* *Chargée de recherche à l'Institut québécois des hautes études internationales, Québec.*

1. Voir *The Globe and Mail*, 19 mai 1997, p. A18 ; *Le Devoir*, 17-18 mai 1997, p. A5.
2. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 11 juin 1997.

B — Les politiques de défense

1 – L'OTAN

Effectuant une tournée de consultations en prévision des importantes décisions qui attendaient l'OTAN en juillet, le Secrétaire général de l'Alliance, M. Javier Solana, s'arrêtait au Canada, les 10 et 11 avril[3]. Il s'entretenait notamment des progrès réalisés entre la Russie et l'OTAN au sujet de la charte de coopération et de sécurité mutuelles. Ce document, appelé Acte fondateur, était d'ailleurs signé à Paris, le 27 mai et le Canada y dépêcha pour le représenter son ministre des Affaires indiennes et du Nord, M. Ron Irwin[4].

Par ailleurs, à quelques jours du Sommet de Madrid, les États-Unis faisaient savoir qu'ils n'appuieraient que trois pays – la Pologne, la République tchèque et la Hongrie – comme nouveaux membres de l'OTAN. À l'instar de plusieurs dirigeants européens, le Premier ministre canadien maintenait une position en faveur d'un élargissement à cinq membres incluant la Slovénie et la Roumanie[5].

2 – Les mines antipersonnel

Le « processus d'Ottawa » qui doit mener à la signature d'un traité interdisant les mines antipersonnel en décembre recevait des appuis de taille, ce trimestre. Par exemple, en mai, le nouveau gouvernement britannique accordait son soutien à ce processus[6] tandis qu'en juin, à l'issue d'une conférence internationale qui se tenait en Belgique, plusieurs pays dont la France, l'Italie, la Hongrie et le Brésil en faisaient autant. Au total, 97 pays sur les 153 participants à cette conférence s'engageaient à signer un traité d'interdiction. Le Canada se réjouissait de tels progrès et invitait la communauté internationale à se rendre à Ottawa du 2 au 4 décembre pour la signature officielle du traité[7].

3 – Les armes chimiques

Ouverte à signature depuis 1993, la Convention sur les armes chimiques (CAC) entrait en vigueur le 29 avril, soit six mois après qu'un 65e État l'eut ratifiée. Le ministre des Affaires étrangères soulignait cet évènement en rappelant que « ce jalon dans l'histoire des efforts de désarmement mondial » marque « un début, non une fin » puisqu'il y a « encore beaucoup à faire » pour garantir que la CAC réponde aux attentes suscitées[8].

---

3. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 65*, 9 avril 1997.
4. MAECI, *Communiqué no 87*, 15 mai 1997 ; Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 24 mai 1997 ; *Ottawa Citizen*, 28 mai 1997, p. A4.
5. *Le Devoir*, 14-15 juin 1997, p. C1 ; *Ottawa Citizen*, 14 juin 1997, p. A8.
6. *Ottawa Citizen*, 22 mai 1997, p. A1.
7. MAECI, *Communiqué no 110*, 27 juin 1997.
8. MAECI, *Communiqué no 81*, 30 avril 1997.

C — Les politiques économiques et commerciales

1 – La zone de libre-échange des Amériques (ZLEA)

Les ministres du commerce de l'hémisphère occidental se réunissaient au Brésil le 16 mai afin de poursuivre les préparatifs entourant la création de la Zone de libre-échange des Amériques. Le Canada privilégie un échéancier rapide et un programme de négociation engageant simultanément toutes les questions de fond, mais certains pays hésitent à adopter un processus aussi accéléré. Ainsi, parallèlement à ces discussions dont l'échéance est fixée à 2005, le Canada entreprenait ce trimestre des négociations formelles avec le Mercosur afin d'obtenir rapidement un accès aux principaux marchés d'Amérique du Sud[9].

2 – La loi Helms-Burton

En avril, les États-Unis et l'Union européenne concluaient une entente qui entraînait, en échange de la non-application de l'article 4 de la loi Helms-Burton, la suspension de la plainte déposée par l'UE devant l'OMC. Même si les autorités canadiennes se montraient intéressées à négocier une entente similaire, le Département américain au Commerce indiquait qu'une entente canado-américaine n'aurait pas d'impact sur les sanctions déjà prononcées et qu'en conséquence, les interdictions de séjour frappant des dirigeants canadiens d'entreprises demeureraient toujours valides. On sait que le Canada étudie la possibilité de porter plainte devant l'ALENA[10].

D — Les politiques d'immigration

On apprenait ce trimestre que les citoyens du Portugal ne seront plus tenus, à partir du 1er mai, de se procurer un visa de visiteur pour séjourner au Canada. En 1996, l'ambassade du Canada à Lisbonne avait délivré plus de 14 000 de ces visas[11]. Par ailleurs, le Parlement canadien adoptait en avril le projet de loi C-84 qui modifie la Loi sur la Citoyenneté et la Loi sur l'Immigration pour les questions de sécurité nationale[12]. Ces nouvelles dispositions législatives renforcent la protection et la sécurité des citoyens canadiens en créant notamment un effet de dissuasion sur des personnes qui songeraient à chercher refuge au pays et qui représentent un risque pour la sécurité.

9. MAECI, *Déclaration no 97/25*, 16 mai 1997; *The Globe and Mail*, 10 avril 1997, p. B15 et 17 juin 1997, p. B5; *The Reuter Business Report*, May 16, 1997.
10. *Le Devoir*, 12-13 avril 1997, p. C3; *The Globe and Mail*, 12 avril 1997, pp. A1-A2.
11. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué no 97-23*, 20 avril 1997.
12. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué no 97-24*, 25 avril 1997.

E — Politiques d'aide au développement et aux droits humains

Le 23 avril, le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, annonçait la création d'un Fonds de lutte contre l'exploitation de la main-d'œuvre infantile. Durant les deux prochaines années, 200 000 $ seront affectés à ce fonds dont la gestion sera assurée par un comité sous la présidence de la sénatrice Landon Pearson, conseillère spéciale du ministre en matière de droits des enfants[13]. Le ministre annonçait aussi ce trimestre que le Canada sera l'hôte, en septembre, d'une rencontre des pays donateurs de l'OCDE en préparation de la Conférence internationale sur le travail des enfants qui se tiendra cet automne en Norvège[14].

F — Rencontres et organisations internationales

1 – La Francophonie

Du 19 au 21 mai, le Canada accueillait à Montréal la première conférence des ministres francophones chargés de l'inforoute. La Conférence s'est terminée par l'adoption de la Déclaration de Montréal, et d'un plan d'action visant à créer un espace francophone au sein des réseaux de l'inforoute et à faire de la Francophonie un acteur majeur dans ce domaine. Si les principaux points reliés au financement des projets seront rediscutés lors du Sommet de Hanoi, le Canada faisait déjà savoir qu'il contribuera au fonds multilatéral de soutien à la production de contenus de langue française et qu'il favorisera l'installation de serveurs, la formation à distance, l'achat de licences et la constitution de banques de données[15].

2 – L'OEA

Le président du Sénat, M. Gildas Molgat, dirigea la délégation canadienne à la XXVII[e] assemblée générale de l'OEA (Organisation des États américains) qui se tenait à Lima, au Pérou, du 1[er] au 6 juin. Pour cette réunion, le Canada espérait notamment faire avancer les discussions sur la création d'un Accord de libre-échange des Amériques, la réintégration de Cuba au sein de l'OEA et la condamnation de la loi Helms-Burton. Le Canada et le Mexique présentaient d'ailleurs une résolution par laquelle l'OEA prend note du dialogue entre Washington et ses voisins hémisphériques sur cette loi qu'un récent jugement du Comité juridique interaméricain n'a pas trouvée conforme au droit international. Une autre résolution a également désapprouvé la politique américaine établissant des échelles de bonne conduite pour les efforts de lutte de certains pays contre le trafic de la drogue[16].

13. MAECI, *Communiqué no 78*, 23 avril 1997 et *Déclaration no 97/22*, 23 avril 1997.
14. ACDI, *Communiqué no 97-58*, 23 mai 1997.
15. MAECI, *Communiqué no 88*, 16 mai 1997 et *Communiqué no 92*, 21 mai 1997 ; *Le Devoir*, 20 mai 1997, pp. A1-A2, 21 mai 1997, p. A4 et 22 mai 1997, p. A8.
16. MAECI, *Communiqué no 100*, 29 mai 1997 ; *Le Devoir*, 31 mai 1997, p. C9 et 4 juin 1997, p. A7 ; *Agence France Presse*, 4 et 5 juin 1997 ; *United Press International*, 5 juin 1997.

3 – L'OMC

L'organe d'appel de l'OMC rejetait en juin l'appel du Canada dans le dossier des périodiques canadiens qui l'opposait aux États-Unis. Déçu par cette décision finale, Ottawa tentera de trouver un moyen conforme à la réglementation de l'OMC pour soutenir le secteur des périodiques et concilier ses impératifs économiques et culturels[17].

4 – Le Sommet du G8

Accompagné du ministre des Affaires étrangères et du ministre des Finances, le Premier ministre canadien participait du 20 au 22 juin au sommet des Huit* dont le Président américain était l'hôte cette année à Denver. Comme il est d'usage, un vaste éventail de sujets ont été discutés tant sur le plan économique que politique. Pour sa part, le Canada a privilégié les dossiers de l'élimination des mines antipersonnel et de la conclusion d'une convention internationale sur les forêts. En raison des hésitations américaines, ces deux thèmes n'ont fait l'objet que de références dans le communiqué final, mais le premier ministre Chrétien s'est déclaré satisfait des résultats obtenus. M. Chrétien s'est également dit fier des commentaires positifs faits par les autres pays sur la performance économique canadienne. Au-delà de l'économie, de l'environnement et des mines, le G-8 s'est également penché sur la sécurité nucléaire, le processus de paix en Bosnie, la rétrocesssion de Hong Kong et la lutte contre les maladies infectieuses[18].

5 – Autres rencontres économiques

Plusieurs rencontres économiques qui se tenaient ce trimestre réclamaient une attention particulière du Canada. Parmi celles-ci, notons la 30e réunion des ministres du Commerce international de la Quadrilatérale[19] qui se déroulait à Toronto, du 30 avril au 2 mai, et celle des gouverneurs de la Banque de développement des Caraïbes (BDC)[20] qui, elle aussi, avait lieu en mai à Toronto. Dans le cas de la BDC, cette réunion se tenait pour la première fois à l'extérieur des Caraïbes. Toujours en mai, le Conseil des gouverneurs de la Banque asiatique de développement[21] se réunissait au Japon et une délégation canadienne dirigée par le secrétaire d'État aux Finances, Doug Peters, y participa. Enfin, en avril, des ministres canadiens assistèrent, à Londres, au Conseil des gouverneurs de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement)[22] et, à Washington, aux réunions printanières du FMI[23].

17. MAECI, *Communiqué no 111*, 30 juin 1997.
* Ancien G7 désormais appelé ainsi en raison de la participation de la Russie.
18. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 17 juin 1997 ; *The Globe and Mail*, 16 juin 1997, pp. B1-B4, 21 juin 1997, p. A4 et 23 juin 1997, pp. A1-A4 ; *Le Devoir*, 23 juin 1997, pp. A1-A8 ; *Ottawa Citizen*, 23 juin 1997, p. A7.
19. MAECI, *Communiqué no 74*, 21 avril 1997 et *Communiqué no 82*, 2 mai 1997.
20. ACDI, *Communiqué no 97-27*, 13 mars 1997.
21. ACDI, *Communiqué no 97-56*, 9 mai 1997.
22. Finances Canada, *Communiqué no 97-032*, 15 avril 1997.
23. Finances Canada, *Communiqué no 97-038*, 28 avril 1997 et *Communiqué no 97-039*, 29 avril 1997.

G — Les relations canado-américaines

1 – La visite du Premier ministre aux États-Unis

Peu avant le déclenchement de la campagne électorale, le premier ministre Jean Chrétien se rendait à Washington du 7 au 9 avril. Avec son homologue américain, le président Bill Clinton, il a effectué un tour d'horizon des grandes questions de politique internationale telles que l'expansion de l'OTAN et la situation en Haïti ainsi qu'un survol des principaux dossiers bilatéraux dont les relations avec Cuba et la protection des industries culturelles canadiennes[24]. Les quatre ministres* qui accompagnaient M. Chrétien ont pour leur part fait avancer plusieurs dossiers, notamment le ministre Marchi qui a signé avec son vis-à-vis américain un Cadre de coopération pour la survie des espèces en péril communes aux deux pays[25]. Des mesures ont également été annoncées concernant la lutte contre la criminalité transfrontière et une collaboration accrue dans le domaine des sciences et de la technologie[26]. Le Premier ministre canadien a en outre fait savoir que le Canada mettra au point un nouveau manipulateur robotique spécialisé, communément appelé « bras canadien », pour la station spatiale internationale[27].

M. Chrétien a conclu son séjour dans la capitale américaine en prononçant devant le National Press Club un discours consacré aux relations canado-américaines. M. Chrétien a alors qualifié cette relation « d'exceptionnelle » puisque basée sur une amitié possédant assez d'honnêteté et de respect mutuel pour faire face à de profonds désaccords[28]. Ce souci d'équilibre a d'ailleurs été présent tout au long du voyage de M. Chrétien qui a tenu à travers son agenda à préserver une sysmétrie entre des relations formelles et amicales avec son homologue.

2 – Le litige sur le saumon du Pacifique

Avec l'imminence de la reprise de la saison de la pêche, le litige sur le saumon du Pacifique s'intensifiait ce trimestre. Le 9 mai, les deux pays convenaient d'ouvrir immédiatement des négociations entre gouvernements pour remplacer les discussions entre groupes qui avaient abouti à une impasse[29]. Ces nouveaux pourparlers semblaient se dérouler positivement lors-

24. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 3 février 1997 ; *The Globe and Mail*, 7 avril 1997, pp. A1-A4 ; *La Presse*, 9 avril 1997, p. A1.

* Il s'agit du ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, du ministre de l'Environnement, M. Sergio Marchi, du ministre du Commerce extérieur, M. Art Eggleton et de la ministre du Revenu national, Mme Jane Stewart.

25. Environnement Canada, *Communiqué de presse*, 7 avril 1997 ; *The Globe and Mail*, 8 avril 1997, pp. A1-A4.

26. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 8 avril 1997 (deux communiqués) ; *The Globe and Mail*, 9 avril 1997, p. A4. Voir aussi Patrimoine Canada, *Communiqué*, 10 avril 1997.

27. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 8 avril 1997 ; *La Presse*, 9 avril 1997, p. A1.

28. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 9 avril 1997 ; *The Globe and Mail*, 9 avril 1997, p. A4 et 10 avril 1997, pp. A1-A4 et p. 5.

29. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 85*, 9 mai 1997.

que, le 21 mai, le gouvernement canadien annonça qu'il suspendait les discussions. Déçu du fait que la négociatrice américaine, Mme Mary Beth West, n'ait pas tous les pouvoirs voulus pour négocier la question spécifique du saumon sockeye, le Canada pressait Washington de confier à sa négociatrice un plein mandat[30]. Les négociations devaient reprendre le 30 mai[31], mais la saisie de quatre bateaux de pêche américains pêchant dans les eaux canadiennes souleva l'ire des Américains qui reportaient la reprise des pourparlers[32]. Après d'intenses consultations diplomatiques et la fin des élections canadiennes, les négociations reprenaient le 18 juin mais sans succès[33]. Une discussion en marge du Sommet de Denver entre MM. Clinton et Chrétien ne parvenait pas à faire évoluer le dossier[34] et le rejet des dernières offres canadiennes décevait Ottawa qui proposa que le litige soit réglé par une instance juridique au pouvoir exécutoire[35]. Dans l'immédiat, ce nouvel échec signifie que les deux parties fixeront leurs propres quotas pour la nouvelle saison de pêche[36].

H — Le Canada et l'espace européen

1 – L'Arménie

Les premiers accords bilatéraux entre le Canada et l'Arménie qui a acquis son indépendance en 1991, étaient signés en mai. Il s'agit d'un accord de promotion et de protection de l'investissement étranger et d'un accord sur le commerce. Les deux pays jettent ainsi les bases d'un nouveau partenariat économique[37].

2 – La Bosnie

Le Canada poursuivait ses efforts de consolidation de la paix en Bosnie en envoyant, en avril, six instructeurs en déminage au Centre de déminage de Sarajevo[38] et en affectant, en mai, quinze agents de la Gendarmerie royale du Canada au Groupe international de police de l'ONU[39]. Par la suite, il déployait, en juin, six chasseurs CF-18 et 125 militaires pour une période de trois mois afin de soutenir les opérations de la Force de stabilisation de l'OTAN[40].

30. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 91*, 21 mai 1997 et *Communiqué no 93*, 23 mai 1997.
31. MAECI, *Communiqué no 95*, 23 mai 1997 ; *The Globe and Mail*, 24 mai 1997, p. A4.
32. *The Globe and Mail*, 27 mai 1997, p. A3 ; MAECI, *Communiqué no 99*, 27 mai 1997 ; *Le Devoir*, 28 mai 1997, p. A8.
33. MAECI, *Communiqué no 102*, 13 juin 1997 ; *The Globe and Mail*, 18 juin 1997, p. A4.
34. *The Globe and Mail*, 21 juin 1997, pp. A1-A3 ; *Le Devoir*, 23 juin 1997, p. A4 et 26 juin 1997, p. A6 ; *The Globe and Mail*, 23 juin 1997, pp. A1-A5 et 25 juin 1997, pp. A1-A4.
35. MAECI, *Communiqué no 108*, 26 juin 1997 ; *Le Devoir*, 27 juin 1997, p. A2.
36. *The Globe and Mail*, 26 juin 1997, pp. A1-A7 et 27 juin 1997, pp. A1-A4.
37. MAECI, *Communiqué no 84*, 8 mai 1997.
38. Défense nationale, *Communiqué NR-97.025*, 8 avril 1997.
39. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 90*, 20 mai 1997.
40. Défense nationale, *Communiqué NR-97.033*, 27 juin 1997 ; *Le Devoir*, 28-29 juin 1997, p. A4.

3 – Le Royaume-Uni

En marge du Sommet de Denver, le Premier ministre canadien et son homologue britannique, M. Tony Blair, approuvaient le texte d'une Déclaration conjointe Canada-Royaume-Uni. Les deux pays désirant donner un nouvel élan à leurs rapports, cette déclaration conduira à un programme de travail détaillé sur l'ensemble des relations bilatérales canado-britanniques. Dans ce contexte, on cherchera notamment à resserrer les contacts de haut niveau, à mener des projets conjoints dans les secteurs reliés à la politique étrangère et à coopérer davantage dans les domaines militaires, scientifiques et commerciaux[41].

4 – L'Italie

Le renforcement des relations commerciales avec l'Italie constituait une autre priorité du Canada ce trimestre. D'abord, en avril, une mission commerciale d'une vingtaine d'entreprises canadiennes dirigée par le ministre du Commerce international, Art Eggleton, se rendait à Rome, Milan et Parme[42]. Cette mission, la première de ce genre à séjourner en Italie depuis 1989, permit notamment la signature d'une entente de coopération dans le domaine des télécommunications. De plus, à la fin de juin, le Président de l'Italie, M. Oscar Luigi Scalfaro, effectuait au Canada une visite également consacrée aux questions économiques. Avec son homologue canadien et les nombreux ministres et gens d'affaires qu'il rencontra, M. Scalfaro a exploré d'autres secteurs prometteurs de coopération économique tels que les communications, les transports et les technologies de l'environnement[43].

5 – L'Ukraine

À l'occasion de la 2e réunion de la Commission économique intergouvernementale (CEI), le premier ministre de l'Ukraine, M. Pavlo Lazarenko, visitait le Canada du 12 au 16 juin. Secondé par plusieurs ministres et près de 200 gens d'affaires, M. Lazarenko consacra son séjour à la promotion de la coopération commerciale[44]. Des accords furent signés dans les domaines du transport aérien[45] et de la protection des investissements étrangers tandis que les gens d'affaires conclurent plusieurs contrats commerciaux importants[46].

41. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 20 juin 1997.
42. MAECI, *Communiqué no 71*, 15 avril 1997.
43. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 16 juin 1997 ; MAECI, *Déclaration no 97/26*, 25 juin 1997.
44. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 6 juin 1997 ; *The Globe and Mail*, 12 juin 1997, pp. A1-A8 et 14 juin 1997, p. A4.
45. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 104*, 14 juin 1997.
46. MAECI, *Communiqué no 106*, 18 juin 1997.

6 – L'Union européenne

En marge du sommet des Huit de Denver, le Premier ministre canadien participait à un sommet Canada-Union européenne portant sur les progrès réalisés depuis la signature du Plan d'action Canada-UE en décembre 1996[47]. L'avancement des discussions sur la reconnaissance des normes de qualité, les mesures sanitaires pour le commerce d'animaux vivants et l'application des lois sur la concurrence devrait bientôt permettre la conclusion d'ententes formelles. Ce sommet Canada-UE permit aussi aux deux parties d'échanger sur les dossiers de la nouvelle monnaie européenne, de la loi Helms-Burton et des normes de piégeage sans cruauté. Sur cette dernière question, les participants ont tenté de surmonter les réticences de certains pays de l'UE à avaliser les ajustements à l'accord international sur les normes de piégeage ratifiés en mai[48].

I — Le Canada et l'Amérique latine

1 – Le Brésil

Accompagné de ministres et de 90 gens d'affaires, le Président brésilien, M. Fernando Henrique Cardoso, effectuait une visite d'État au Canada du 21 au 24 avril[49]. Plusieurs ententes signées à cette occasion viendront renforcer la collaboration entre les deux pays, notamment dans le domaine nucléaire où un échange de notes permettra la ratification de l'accord signé en 1996 et dans le domaine militaire où une entente autorisera dorénavant des Casques bleus brésiliens à bénéficier de l'expertise canadienne en matière de formation de maintien de la paix[50]. L'ACDI versait aussi 2 millions $ pour promouvoir l'efficacité de l'énergie électrique au Brésil[51]. Le volet économique représenta un élément important de cette visite et les deux pays ont à ce sujet exploré la création de liens plus étroits entre le Canada et le Mercosur dont le Brésil est membre et auquel le Canada désire participer[52].

2 – Aide humanitaire et aide au développement

Lors de son séjour en Amérique latine, qui le conduisit entre autres au Mexique où il participa en avril à une réunion du Conseil interaméricain pour le développement intégral (CIDI), le ministre de la Coopération internationale, M. Don Boudria, annonçait que l'ACDI fournirait 500 000 $ pour faciliter le retour des réfugiés guatémaltèques dans leur pays, une somme de 300 000 $

47. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 17 juin 1997 ; *The Globe and Mail*, 21 juin 1997, pp. B1-B2 ; *Agence France Presse*, 20 juin 1997.
48. MAECI, *Communiqué no 96*, 26 mai 1997 ; *Europolitique no 2234*, 21 juin 1997.
49. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 16 avril 1997.
50. MAECI, *Communiqué no 77*, 22 avril 1997.
51. ACDI, *Communiqué no 97-53*, 22 avril 1997.
52. *Le Devoir*, 23 avril 1997, p. A5.

pour aider aussi la Croix-Rouge d'Haïti à mettre en place un programme de prévention des désastres naturels et un montant de 300 000 $ permettra l'amélioration des conditions de détention dans les pénitenciers haïtiens[53].

J — Le Canada et le Moyen-Orient

1 – Le Liban

Pour la première fois, un Premier ministre libanais en fonction effectuait une visite officielle au Canada ce trimestre. Le premier ministre Rafik Al-Hariri s'y rendait du 10 au 14 avril pour tenir plusieurs rencontres de haut niveau portant sur des questions de coopération bilatérale et d'expansion du commerce[54]. Un accord de promotion et de protection de l'investissement étranger fut d'ailleurs signé de même qu'une déclaration d'intention devant mener à la conclusion d'un accord sur les cas d'enlèvement d'enfants issus de mariage mixte[55]. La question de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient fut également abordée et le Premier ministre canadien a réitéré à son homologue libanais son souhait de voir le processus de paix relancé et la résolution 425 de l'ONU appliquée. Outre son passage à Ottawa, M. Al-Hariri se rendit aussi au Québec ; toutefois la portion albertaine de son séjour devait être annulée en raison de problèmes de santé[56].

2 – Aide humanitaire et aide au développement

Afin d'aider les victimes du tremblement de terre qui frappa la province de Khorasan, en Iran à la mi-mai, le Canada accordait 150 000 $ à la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge[57].

K — Le Canada et l'Afrique (sud du Sahara)

1 – La République démocratique du Congo

Le Canada suivait de près l'évolution de la situation politique dans la République démocratique du Congo (ancien Zaïre). Il encourageait les nouveaux dirigeants à former un gouvernement représentatif et à garantir aux organismes d'aide un accès sécuritaire aux réfugiés. De plus, le Canada appuyait la création d'une commission d'enquête sur les atrocités commises dans des camps de réfugiés et disait espérer que celle-ci puisse avoir accès à toute l'information nécessaire. C'est à la lumière des priorités et actions du

53. ACDI, *Communiqué no 97-50*, 16 avril 1997 et *Communiqué no 97-51*, 17 avril 1997. Voir aussi ACDI, *Communiqué no 97-54*, 22 avril 1997.
54. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 7 avril 1997.
55. MAECI, *Communiqué no 67*, 11 avril 1997.
56. *Agence France Presse*, 11, 12 et 13 avril 1997.
57. ACDI, *Communiqué no 97-57*, 12 mai 1997.

nouveau gouvernement qu'Ottawa évaluera la possibilité de normaliser ses relations avec ce pays. Rappelons que l'ambassade canadienne y est fermée depuis 1993 et le programme d'aide bilatérale suspendu depuis 1991[58].

2 – Le Sierra Leone

En mai, le gouvernement canadien condamna sévèrement la prise du pouvoir militaire au Sierra Leone, la troisième en cinq ans, en qualifiant « d'inacceptable » le renversement du gouvernement élu du président Ahmad Tejan Kabbah. Le Groupe d'action ministériel du Commonwealth dont le Canada fait partie se penchera sur cette question lors de sa prochaine réunion en juillet[59].

3 – Aide humanitaire et aide au développement

En avril, l'ACDI versait 3 millions $ pour venir en aide aux réfugiés rwandais actuellement au Zaïre et faciliter leur réintégration au Rwanda. Elle accordait aussi 300 000 $ pour financer une étude de faisabilité destinée à combler le déficit énergétique de ce pays. De plus, notons que le Canada appuyait deux projets d'environ 4 millions $ pour la lutte contre le sida en Afrique[60].

L — Le Canada et l'Asie

1 – La visite du ministre Axworthy en Asie

Le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, visitait la Chine, le Japon et Hong Kong, du 1er au 5 avril, pour une série d'entretiens bilatéraux[61]. À Beijing, M. Axworthy consacra principalement ses entretiens avec les dirigeants chinois aux questions de Hong Kong et de la situation des droits de la personne en Chine. Sur ce dernier point, le gouvernement canadien ne modifiait pas sa position officielle qui consiste, rappelait M. Axworthy, en une approche « progressive » suscitant des « changements par l'intérieur[62] ». Le ministre canadien assista d'ailleurs à la signature d'ententes qui s'inscrivent dans cet esprit en visant la formation de juges supérieurs et les partenariats entre universités et entreprises[63].

À Tokyo, M. Axworthy explora de nouvelles possibilités de collaboration entre le Canada et le Japon. La consolidation de la paix, l'éradication des mines terrestres et la création d'une force civile d'intervention rapide sont

58. MAECI, *Communiqué no 97*, 27 mai 1997.
59. MAECI, *Communiqué no 98*, 27 mai 1997.
60. ACDI, *Communiqué no 97-45*, 7 avril 1997, *Communiqué no 97-41*, 1er avril 1997, *Communiqué no 97-55*, 23 avril 1997. Voir aussi ACDI, *Communiqué no 97-52*, 18 avril 1997.
61. MAECI, *Communiqué no 62*, 25 mars 1997.
62. *The Globe and Mail*, 28 mars 1997, pp. A1-A7 et 3 avril 1997, pp. A1-A10; *Le Devoir*, 3 avril 1997, p. A5.
63. ACDI, *Communiqué no 97-42*, 3 avril 1997.

autant de domaines où les deux pays travailleront à développer leur collaboration[64]. M. Axworthy terminait son bref séjour asiatique à Hong Kong par des rencontres avec le gouverneur Patten et le chef de l'exécutif désigné, M. Ting Chee-Hwa.

2 – La Chine

Plus de 80 % du commerce entre le Canada et la Chine étant transporté par mer, les deux pays signaient en avril une entente sur le transport maritime[65]. C'est la première fois que le Canada signe une entente maritime bilatérale. Par ailleurs, le gouvernement canadien décidait en avril de ne pas coparrainer, comme il le faisait depuis 1989, une résolution sur les droits de la personne présentée devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Bien que toujours « très préoccupé » par la situation des libertés religieuses et des dissidents politiques en Chine, le Canada préfère utiliser des mesures bilatérales pour tenter d'influencer la Chine dans ce dossier. Le Canada entend notamment œuvrer au sein du comité bilatéral sur les droits de la personne créé récemment et aider la Chine par une série de projets conjoints en matière de réforme judiciaire[66]. Retenons enfin de ce trimestre le passage au Canada du ministre chinois de la Culture, M. Liu Zhong-de, au début du mois d'avril[67].

3 – L'APEC

Dans le cadre de l'année canadienne de l'Asie-Pacifique, la ville de Montréal était l'hôte, du 8 au 10 mai, d'une réunion des ministres du Commerce de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique)[68]. Pour cette réunion, la première d'une série destinée à préparer le Sommet de novembre, les ministres commençaient à identifier les secteurs qui se prêteraient à une libéralisation volontaire accélérée du commerce. Une quinzaine de secteurs économiques furent examinés notamment ceux reliés à la pétrochimie, à l'automobile et aux technologies de l'environnement. De plus, les ministres de l'APEC ont approfondi leur réflexion sur l'appui à donner au régime d'échanges commerciaux multilatéraux. Le directeur général de l'OMC, M. Renatto Ruggiero, s'est joint à cette portion des discussions.

---

64. *The Globe and Mail*, 5 avril 1997, p. A12 ; MAECI, *Déclaration no 97/20*, 4 avril 1997.
65. Transport Canada, *Communiqué de presse*, 4 avril 1997 ; *The Globe and Mail*, 7 avril 1997, p. B2.
66. MAECI, *Communiqué no 70*, 14 avril 1997 ; *The Globe and Mail*, 15 avril 1997, pp. A1-A2.
67. Patrimoine Canada, *Communiqué*, 9 avril 1997.
68. MAECI, *Communiqué no 83*, 5 mai 1997 et *Déclaration no 97/24*, 9 mai 1997 ; *The Globe and Mail*, 12 mai 1997, pp. B1-B7.

4 – Aide humanitaire et aide au développement

Parmi les projets canadiens d'aide en Asie ce trimestre, notons l'octroi, en avril, d'une aide alimentaire de 3,6 millions $ pour soulager la famine en Corée du Nord, un montant auquel s'ajoutaient 2 millions $ supplémentaires en juin[69]. L'ACDI finançait aussi au coût de 404 000 $ cinq nouveaux projets de promotion des droits de la personne en Asie du Sud-Est[70].

M — Chronologie thématique*

L'Affaire du Mykonos
mi-avril :

Le jugement rendu par un tribunal allemand impliquant l'État iranien dans l'assassinat de quatre Kurdes à Berlin en 1992 est étudié de près par le gouvernement canadien. Ottawa discute des implications du jugement avec ses partenaires européens et rappelle pour consultation son ambassadeur en Iran (MAECI, *Communiqué no 68*, 11 avril 1997 ; *The Globe and Mail*, 29 avril 1997, p. A11).

Le dossier de l'amiante
mai-juin :

Le Canada poursuit ses efforts de promotion de l'utilisation sécuritaire de l'amiante. En mai, l'Organisation internationale du travail reçoit une mission technique du Canada, puis le gouvernement canadien accueille un groupe d'experts vietnamiens intéressés par cette question. (MAECI, *Communiqué no 89*, 19 mai 1997 et *Communiqué no 101*, 30 mai 1997). De plus, des experts scientifiques canadiens se préparent à se rendre en Grande-Bretagne afin de discuter de la récente annonce du gouvernement britannique de bannir ce produit. (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 20 juin 1997).

Réunions internationales sur l'environnement
juin :

Le Canada reçoit, du 9 au 11 juin, les ministres de l'APEC responsables de l'environnement qui conviennent d'un plan d'action sur la viabilité maritime, la production moins polluante et les villes viables. (Environnement Canada, *Communiqué*, 11 juin 1997). Par ailleurs, cinq ans après le Sommet de Rio, l'ONU accueille, du 23 au 27 juin, une réunion internationale consacrée à l'environnement et au développement. La nouvelle ministre de l'Environnement, Mme Christine Stewart, y assiste aux côtés du premier ministre Chrétien qui prononce une allocution. (Environnement Canada, *Communiqué*, 24 juin 1997 ; Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 24 juin 1997).

69. ACDI, *Communiqué no 97-46*, 8 avril 1997 et *Communiqué no 97-65*, 5 juin 1997.
70. ACDI, *Communiqué no 97-48*, 10 avril 1997.
* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des évènements non rapportés dans les rubriques précédentes.

Expulsion de Pol Pot au Canada
fin juin :

À la demande des États-Unis, les procureurs du gouvernement canadien explorent les possibilités légales de traduire en justice au Canada l'ancien leader des Khmers rouges, Pol Pot. (*The Globe and Mail*, 23 juin 1997, p. A7, 24 juin 1997, pp. A1-A5 et *Le Devoir*, 26 juin 1997, p. A10).

Entrée en vigueur et signature d'accords internationaux

Le Canada signe, ce trimestre, une convention fiscale avec la Suisse tandis que les accords fiscaux avec l'Inde, la Russie, l'Afrique du Sud et l'Ukraine entrent en vigueur. (Finances Canada, *Communiqués nos 97-41 et 42*, 2 mai 1997 ; *Communiqué no 97-44*, 7 mai 1997, *Communiqué no 97-045*, 8 mai 1997 et *Communiqué no 47*, 28 mai 1997).

Accueil de dignitaires étrangers
17 avril :

Le ministre de la Défense de la République tchèque, M. Miloslav Vyborny, est de passage au Canada où il est reçu par son homologue canadien. (Défense nationale, *Communiqué*, 16 avril 1997)

30 avril, 1er et 2 mai : Le Secrétaire général de l'OCDE, M. Donald Johnston, effectue sa première visite officielle au Canada. (MAECI, *Communiqué no 80*, 29 avril 1997)

Nominations diplomatiques et autres

17 avril : M. Michael Bell est nommé représentant spécial du ministre des Affaires étrangères du Canada pour Chypre. (MAECI, *Communiqué no 73*, 17 avril 1997).

22 avril : La nomination de M. Donald Smith à titre d'ambassadeur auprès de la République de Croatie est annoncée. (MAECI, *Communiqué no 76*, 22 avril 1997).

12 juin : Le Canada accueille avec satisfaction la désignation de la présidente de l'Irlande, Mme Mary Robinson, au poste de haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme. (MAECI, *Communiqué no 103*, 13 juin 1997)

II – Les relations internationales du Québec
(avril à juin 1997)

A — Aperçu général

Un an après la fermeture de plusieurs délégations à l'étranger, l'heure était au bilan, ce que faisait en avril dernier le ministre des Relations internationales à l'occasion de l'étude des crédits accordés à son ministère[1].

1. Ministère des Relations internationales, *Discours*, 18 avril 1997 ; *La Presse*, 19 avril 1997, cité par *L'Argus*, 22 avril 1997, p. A2.